

L'ÉVÉNEMENT | 21

x secteurs en difficulté.

liards d'euros d'annulation de charges sociales. Quant au fonds de solidarité pour les petites entreprises des indépendants, l'enveloppe est de 7 à 8 milliards.

La rentrée explosive

L'exécutif mobilise 4,5 milliards d'euros en soutien aux collectivités locales dont 750 millions pour compenser la baisse des recettes fiscales et domaniales des communes. Le plus dur reste toutefois à venir pour l'exécutif qui cherchera par tous les moyens à contenir, au cours des prochains mois, les effets d'entreprises et une explosion du chômage jugée inévitable.

À ce stade, un quatrième PLFR n'est pas envisagé. Bercy planche sur un plan de relance global ainsi que le projet de loi de finances pour 2021 qui devraient être tous les deux présentés à la rentrée qui s'annonce explosive. «Le budget 2021 sera globalement conçu sur la base de celui de 2020. On doit poursuivre la maîtrise de la dépense publique», expliquait récemment Gérard Darmanin au Figaro. À côté de ces budgets ministériels, il y aura le plan de relance qui sera un plan exceptionnel et donc temporaire. Il ne s'agit pas de faire des dépenses structurelles.» On en reparlera... ■

3 milliard d'euros à la culture et à la presse, soit 19 euros par Français

1 milliard d'euros de soutien à l'apprentissage, soit 15 euros par Français



FRANÇOIS ÉCALLE

PRÉSIDENT DU SITE FIPECO

L'effondrement de l'économie, un risque immédiat

Quel est l'impact de la crise sur les comptes publics ?



FIPECO

Nous traversons l'une des pires récessions de l'histoire et je ne crois pas en un rebond rapide de l'activité économique. Contrairement à ce que dit le gouvernement, la croissance ne suffira pas à rétablir les comptes publics. Une hausse des impôts n'étant pas la solution, la seule bonne réponse est la réduction des dépenses. Ce serait trop tôt en 2021 car ce n'est pas quand la conjoncture est mauvaise qu'il faut faire des économies. Il fallait s'en préoccuper avant mais la France ne l'a pas fait, contrairement à l'Allemagne. Et en 2022, on sera en pleine campagne présidentielle.

La France s'endette comme jamais. N'est-ce pas risqué ?

C'est toujours très inquiétant. Le risque est que les investisseurs sur les marchés prennent peur, que les taux d'emprunt de l'État augmentent et qu'une crise des finances publiques éclate. C'est toutefois une menace lointaine. En revanche, le risque immédiat est l'effondrement de l'économie. Vu la situation, l'exécutif devrait mettre davantage d'argent sur la table, en particulier pour les entreprises. Par exemple, 3 milliards d'euros d'annulation de charges sociales, c'est insuffisant. L'économie a besoin de mesures temporaires massives qui ne doivent pas être structurelles pour ne pas affecter les finances publiques de façon durable. C'est la raison pour laquelle je suis opposé à la baisse des impôts de production.

Jusqu'où la dette peut-elle aller ?

Nous n'en savons rien. Tout dépend de la crédibilité de la France et des autres États sur les marchés financiers. Si les dettes augmentent partout, les risques sont moins importants pour la France. Le danger est que la zone euro se scinde entre les bons élèves au nord et les mauvais au sud. Pour le moment, on peut saluer la BCE, qui a sauvé les pays de la zone en injectant des liquidités sur les marchés, mais nous ne pouvons pas compter sur son action éternellement.

PROPOS RECUEILLIS PAR M.M.